



PARIS • 14 NOVEMBRE 2025

SNCF VOYAGEURS TGV-INTERCITÉS

MACROCOS : QUAND LA DIRECTION IMPOSE...

L'UNSA DÉFEND LE COS NORD !

L'objectif de la direction TGV-Intercités de regrouper les quatre COS TGV et les entités d'appui sur un site unique à Saint-Denis, annoncé brutalement en février 2025, menace directement l'avenir du COS Nord et de ses salariés.



**L'UNSA A PORTÉ VOTRE VOIX
POUR DÉNONCER UN PROJET
DANGEREUX, MAL PRÉPARÉ ET AUX
CONSÉQUENCES HUMAINES GRAVES.
LE PROJET EST FONDÉ SUR UNE
CONVICTION ET NON SUR DES FAITS !**

UN DIALOGUE SOCIAL DANS L'IMPASSE

La direction TGV-IC justifie ce regroupement par une conviction personnelle : cela améliorerait la gestion de crises très rares (G3 / G4). Elle admet n'avoir aucune preuve concrète pour étayer cette décision et assume même le risque de détérioration de la production quotidienne pendant les phases de transition et les premiers mois d'activités.

L'UNSA DÉNONCE CETTE MÉTHODE

Face à ce dogmatisme, l'UNSA-Ferroviaire a porté une proposition alternative crédible : maintenir l'activité du COS Nord à Lille dans des locaux modernisés, une solution socialement responsable qui préserve l'emploi et la performance, moins coûteuse financièrement et socialement. Cette alternative a été balayée d'un revers de main par la direction, qui a brutalement affirmé qu'il n'y aurait pas d'autre projet.

L'UNSA A OBTENU UNE EXPERTISE INDÉPENDANTE, CAR LA SANTÉ DES AGENTS EST EN DANGER !

Dès l'annonce du projet, nous avons constaté un état de choc psychologique au sein du COS Nord se traduisant par une dégradation du climat au travail et une hausse des arrêts maladie. Face à cette situation, l'UNSA a déposé un droit d'alerte pour danger grave et imminent le 13 mai dernier. Grâce à la persévérance de vos représentants UNSA et à la mobilisation en CSSCT, nous avons obtenu le déclenchement d'une évaluation des risques psychosociaux (RPS) par un cabinet indépendant externe. ...



UNSA-FERROVIAIRE

C'est une première sur l'Axe TGV Nord et la reconnaissance par la direction de l'existence d'un risque grave, qu'elle refusait d'admettre jusqu'à présent.

UNE DIRECTION NATIONALE QUI FUIT SES RESPONSABILITÉS

Lors de la réunion du 22 juillet avec la direction TGV-IC, celle-ci a confirmé qu'elle laissait l'entière responsabilité de toutes les conséquences sociales (reclassements, santé au travail, etc.) à la direction de l'Axe Nord. L'UNSA-Ferroviaire dénonce cette fuite en avant : la direction de l'Axe Nord, qui n'est pas à l'origine du projet et le subit, se retrouve à devoir gérer seule une situation sociale explosive créée par TGV-IC !



QUE RETENIR ? L'UNSA OBTIENT UN REPORT DE LA CONSULTATION

Lors du CSE du 30 septembre, nous avons interpellé la direction considérant qu'elle allait beaucoup trop vite, la consultation étant fixée pour le CSE de novembre 2025. Cela était pour nous inacceptable et irrespectueux !



LE CONSTAT

- L'évaluation des risques psychosociaux n'était pas terminée (16 agents n'avaient pas été évalués).
- Les 40 salariés du COS Nord n'avaient reçu aucune information RH individuelle (mesures GRH 00910, GRH 00281, PEDPP, VRH 201, etc.) indispensables pour qu'ils puissent prendre une décision éclairée.

QU'A FAIT L'UNSA ?

Nous avons exigé le report de la consultation pour janvier 2026, une demande légitime pour garantir le respect des droits des salariés. Après interruption de séance, la direction a accepté cette

demande, elle s'est engagée à terminer l'évaluation RPS et à mettre en place une information RH.

ET APRÈS ?

Si l'obtention de l'expertise RPS est une première victoire, le fond du projet MacroCOS reste inacceptable. La mobilisation du 18 septembre où la quasi-totalité des opérationnels du COS Nord était en grève a montré un rejet massif du projet et votre détermination. L'UNSA réaffirme que ce projet est néfaste pour les salariés du COS Nord, pour l'emploi sur le bassin des HDF, mais au-delà, qu'il est très certainement la première marche de projets ultérieurs.